



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2020-48 - Séance du 10/07/2020

ACTES

8. Domaines de compétences par thèmes

8.4 Aménagement du territoire

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	29
29	29	29	Contre	0
			Abstention	0

L'an 2020, le 10 juillet à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 3 juillet 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 03 juillet 2020.

Présents : MEISSONNIER Jean-Luc, MAZOLLIER Elisabeth, MARTY Philippe, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, PAHLAWAN Carole, DUCAMP Ludovic, LUDGER Julie, CARBONELL David, GAUBERT Christiane, TEXIER Marie-France, AMALVY Marie-Thérèse, DEVESA Josiane, BAUDOUR Michel, VIDAL Bernard, DURA Virginie, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, CORDEAU Damien, VITOU Claire, CHAZOTTES François-Xavier, DALMAS Valérie, MONIN Séverine, DOLL Christophe, DURIX Olivier, TAPIE Olivier, POTAVIN Xavier, CHENOT Emilie, FAURE Martin.

Secrétaire de séance : François-Xavier CHAZOTTES

N° DLM2020-48 ECHANGE FONCIER AUX ABORDS DU POLE D'ECHANGES MULTIMODAL A BAILLARGUES

Madame Elisabeth MAZOLLIER, adjointe déléguée aux festivités, aux animations et aux manifestations explique que la deuxième phase des travaux du Pôle d'Echanges Multimodal de Baillargues est terminée. Du fait des différents ouvrages réalisés, certaines emprises ont perdu leur affectation. Les différents partenaires du projet se sont donc concertés pour mener une démarche de rétrocession foncière, en vue de valoriser l'ensemble des emprises délaissées.

La Ville et Montpellier Méditerranée Métropole, avaient en ce sens trouvé un accord relatif à l'acquisition de trois parcelles situées sur la zone sud de la voie ferrée. Ces parcelles sont référencées ci-après :

- DP 8 : 1161 m² environ (sous réserve de la finalisation des opérations d'arpentage)
- BE 162 p : 3129 m² environ (sous réserve de la finalisation des opérations d'arpentage)
- BE 168 p : 437 m² environ (sous réserve de la finalisation des opérations d'arpentage)

Pour rappel, la parcelle DP 8 constitue une portion de l'ancienne route départementale. Elle est contiguë avec d'autres emprises dont la commune est déjà propriétaire. Son acquisition est donc cohérente en vue d'une future valorisation du site. Les parcelles BE 162 p3 et BE 168 p4 présentent les mêmes avantages.

Ces parcelles avaient été déclassées par décision métropolitaine n° MD 2018-1131 du 24 décembre 2018. Par avis n°2019-022V0018 en date du 11 janvier 2019, France Domaine a estimé leur valeur à un euro symbolique.

Par délibération n°2019-75 en date du 12 juillet 2019, la ville avait donc autorisé l'acquisition de ces parcelles métropolitaines à ce prix.

Néanmoins, par la suite, la Métropole a signifié à la Ville son intention d'acquérir les parcelles cadastrées suivantes lui appartenant :

- BE 164 p1 63 m² environ (sous réserve de la finalisation des opérations d'arpentage)
- BE 167 p1 75 m² environ (sous réserve de la finalisation des opérations d'arpentage)
- BE 170 p1 53 m² environ (sous réserve de la finalisation des opérations d'arpentage)
- BE 172 p1 3 m² environ (sous réserve de la finalisation des opérations d'arpentage)

Montpellier Méditerranée Métropole a en conséquence formalisé sa volonté de procéder à un échange de ces ensembles de parcelles dans les mêmes conditions financières, à travers sa décision n° MD2019-861 du 02 octobre 2019.

Cet échange ne portant pas atteinte aux intérêts de la Ville, elle envisage d'y procéder sans soule, conformément aux avis de France domaine n° 2019-022V0018 en date du 11 janvier 2019 et n° 2019-022V0958 en date du 16 juillet 2019. L'estimation de chaque ensemble est fixée à 1 euro symbolique.

Cette transaction ne porte pas non plus atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation de la zone. Les accords sont intervenus entre les différents propriétaires riverains et il n'y a pas lieu de purger le droit de propriété des riverains conformément à l'article L.112-8 du code de la voirie routière.

Les transferts de propriété seront constatés par acte notarié. Les frais d'acte seront supportés par chacune des parties à proportion de leurs acquisitions respectives.

En conséquence, l'acquisition prévue par la délibération n°2019-75 en date du 12 juillet 2019, ne sera donc pas suivie de l'acquisition prévue, qui est remplacée par le présent échange soumis au conseil municipal.

Le conseil municipal ouï l'exposé de Madame Elisabeth MAZOLLIER et après en avoir délibéré à l'unanimité,

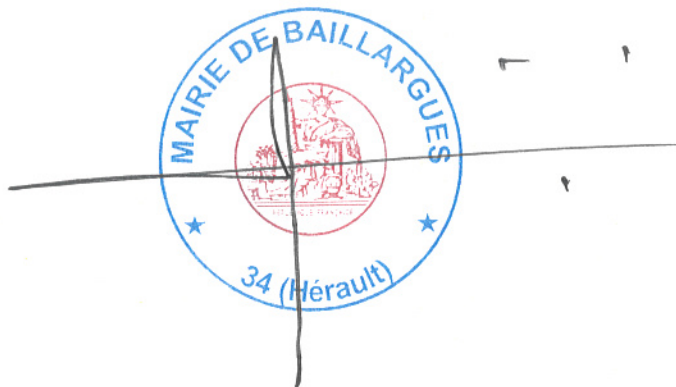
- **AUTORISE** le principe de l'échange des parcelles DP 8, BE 162 p3 et BE 168 p 4 avec les parcelles BE 164 p1, BE 167 p1, BE 170 p1, BE 172 p1 sans soulte ;
- **PREND ACTE** que l'acquisition prévue par la délibération du conseil municipal n°2019-75 en date du 12 juillet 2019, n'aura pas lieu ;
- **AUTORISE** Monsieur le maire à signer le ou les actes notariés nécessaire(s) à la réalisation de cet échange ;
- **AUTORISE** Monsieur le maire à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Pour extrait conforme,

Le 16/07/2020,

Le Maire,

Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 21/07/2020

Reçu en préfecture le 21/07/2020

Affiché le



ID : 034-213400229-20200716-DLM2020_48-DE